

À l'origine, la solidarité, fondée sur la recherche de l'intérêt commun, a été voulue et conçue comme le cœur et le moteur de la construction européenne.

Cette solidarité s'imposait alors par nécessité et devrait à nouveau s'imposer aujourd'hui dans la situation de crise et de mondialisation que nous vivons.

Pendant les 30 dernières années, l'hégémonie culturelle « ultra-libérale », qui a inspiré une majorité d'Etats membres, a imposé chaque jour moins de solidarité dans ces Etats membres et, par contagion, à l'ensemble de l'Union européenne. Cette vision idéologique de l'économie s'est traduite par moins de services publics, et a désigné le marché comme régulateur suprême de l'économie et, donc, de la vie du citoyen européen.

Les dérives de cette politique neo-capitaliste (1), cause de la crise économique, poursuivent la destruction des acquis sociaux des Européens (sécurité sociale, pensions, enseignement, recherche, etc.), fruits de longues et difficiles conquêtes sociales.

En effet, cette politique affaiblit la construction européenne en la confinant de plus en plus à un rôle d'une simple zone de libre-échange où l'intérêt du citoyen européen n'en est plus le moteur.

Combinée aux tentations de replis identitaires nationaux et régionaux, cette politique a en outre fait perdre aux peuples européens le sens d'un destin partagé.

La financiarisation excessive de l'économie, conjuguée à une absence de régulation, a conduit à la crise économique actuelle et aux difficultés connues au sein des Etats membres

[ [Voir le document complet](#) ]